





# Message de la Directrice exécutive

L'année dernière a été marquée par des records battus et des promesses non tenues. Les émissions de gaz à effet de serre ont atteint de nouveaux sommets, les records de température se sont envolés et les effets du changement climatique se sont fait sentir plus rapidement et plus fortement. Le financement pour aider les communautés vulnérables à s'adapter aux changements climatiques n'est pas fourni. En parallèle, la plupart des objectifs de développement durable (ODD) ne sont pas sur la bonne voie à mi-parcours du Programme 2030. Les raisons en sont multiples, mais il est indéniable que la lenteur de l'action face à la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de la nature et de la biodiversité, ainsi que de la pollution et des déchets, constitue un facteur déterminant.

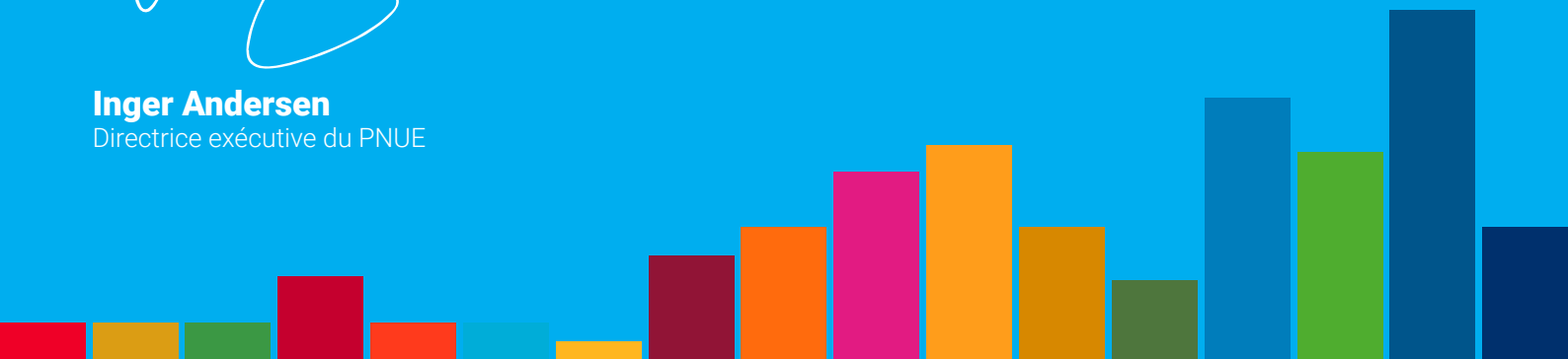
Ce sont les points négatifs. Le point positif est que la réponse mondiale à la triple crise planétaire s'est intensifiée. Les efforts de lutte contre la pollution et les déchets ont bénéficié d'un coup de fouet avec l'accord sur le Cadre mondial sur les produits chimiques et l'avancement de l'instrument mondial sur la pollution plastique, dont la mise en œuvre devrait être achevée d'ici à 2024. Les nations ont adopté un traité pour protéger la biodiversité dans l'océan au-delà des frontières nationales, tandis que des directives clés pour aider le secteur privé à réduire son impact sur la nature ont été publiées – un coup de pouce au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, dont la mise en œuvre s'est accélérée. Enfin, la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP28) a clairement exhorté les pays à s'éloigner des combustibles fossiles, tout en établissant un cadre pour l'objectif mondial d'adaptation, en rendant opérationnel le Fonds pour les pertes et dommages, et en prenant de nouveaux engagements en matière de refroidissement durable, de réduction du méthane, de triplement des objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'avancées dans le domaine de la nature.

Le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a joué un rôle important dans bon nombre de ces processus en fournissant des données scientifiques essentielles et des solutions à la triple crise planétaire, en convoquant et en soutenant des négociations importantes, en accueillant des accords multilatéraux cruciaux sur l'environnement, en collaborant avec les secteurs privé et financier pour aligner le financement sur les processus mondiaux et en aidant les États membres à respecter leurs engagements.

La situation est en train de s'améliorer. La grande tâche qui nous attend est celle d'accélérer le rythme de cette amélioration pour dépasser celui de l'intensification de la triple crise planétaire. En tant que principale autorité mondiale en matière d'environnement, le PNUE travaillera sans relâche pour y parvenir, en déployant des technologies numériques pour fournir des données scientifiques pertinentes et tournées vers l'avenir, en stimulant la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement qui rendent le changement possible et en aidant les États membres à promouvoir la stabilité du climat, à vivre en harmonie avec la nature et à se forger un avenir sans pollution. C'est ainsi que nous concrétiserons le Programme 2030 et que nous créerons les conditions d'un monde plus pacifique et plus prospère.




**Inger Andersen**  
Directrice exécutive du PNUE





# ACTION climatique

Le PNUE est à la pointe des efforts mondiaux visant à aider les pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux changements climatiques, ce qui est au cœur de l'objectif de développement durable 13 sur l'action climatique. Ce travail contribue également à une foule d'autres objectifs qui soutiennent la santé, la prospérité et l'équité humaines et planétaires, notamment l'élimination de la pauvreté (ODD 1), l'élimination de la faim (ODD 2), l'élargissement de l'accès à une énergie abordable et propre (ODD 7), la réduction des inégalités (ODD 10) et l'édification de communautés durables (ODD 11).



Lewis Pugh, nageur d'endurance et défenseur des océans du PNUE, que l'on voit ici lors d'une expédition dans l'Arctique, a contribué à sensibiliser le public aux menaces qui pèsent sur les masses d'eau de la planète. Photo : PNUE/Kelvin Trautman

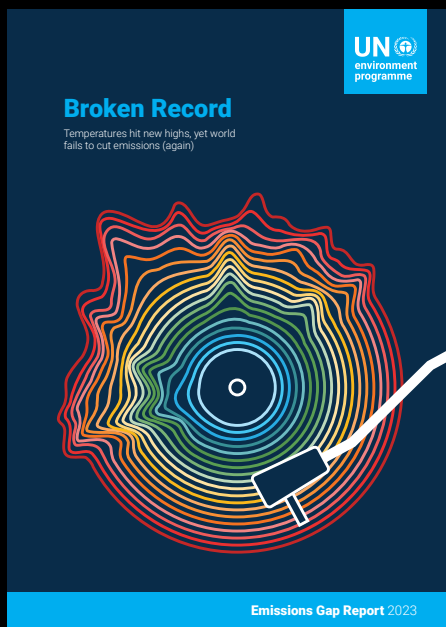


Baleines à bosse nageant dans l'océan Pacifique. Les travaux du PNUE sur les changements climatiques ont été conçus pour aider les pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces travaux sont déterminants pour la préservation de la vie sur terre et en mer.  
Photo : Shutterstock

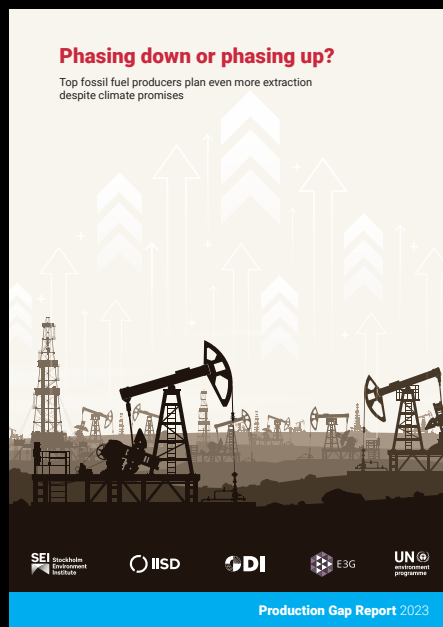
# Mesurer la profondeur de la crise climatique

L'analyse du PNUE publiée en amont de la **Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques** (COP28) a mis en évidence l'ampleur de la crise climatique et a offert aux décideurs une série de solutions.

**Le Rapport 2023 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions : un message repassé en boucle – Les températures atteignent de nouveaux sommets, mais le monde ne réduit (toujours) pas ses émissions** a montré que selon les engagements actuels en matière de climat, la Terre devrait se réchauffer de 2,5 à 2,9 °C au cours de ce siècle, ce qui est bien supérieur aux objectifs de l'**Accord de Paris**. Pour maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C, les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de 42 % d'ici à 2030. Le **Rapport sur la production de combustibles fossiles : la grande contradiction. Les principaux producteurs de combustibles fossiles prévoient d'intensifier l'extraction malgré les promesses faites en matière de climat a démontré que** les plans des gouvernements en matière de production de combustibles fossiles réduiraient à néant le budget carbone prévu pour une température de 1,5 °C. Pendant ce temps, le **Rapport 2023 du PNUE sur le déficit de l'adaptation au climat : financements et préparation au rabais - L'insuffisance des investissements et de la planification en matière d'adaptation au changement climatique expose le monde au danger**, ont constaté que le déficit de financement en matière d'adaptation était 50 % plus important qu'on ne le pensait auparavant. Les pays en développement ont besoin de 215 à 387 milliards de dollars des États-Unis par an pour résister aux impacts climatiques croissants. Les analyses du PNUE ont été mentionnées par les chefs d'État et les négociateurs au cours de la COP28, tandis que le rapport sur le déficit d'adaptation a été cité dans l'inventaire mondial, la décision finale de la COP28 qui appelait les pays à abandonner les combustibles fossiles. Plus de 3 300 articles sur ces analyses des manquements ont été publiés dans plus de 75 pays.



Rapport 2023 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions : un message répété en boucle – Les températures atteignent de nouveaux sommets, mais le monde ne réduit (toujours) pas ses émissions



Rapport 2023 sur la production de combustibles fossiles : « La grande contradiction : Les principaux producteurs de combustibles fossiles prévoient d'intensifier l'extraction malgré les promesses faites en matière de climat »



Rapport 2023 du PNUE sur le déficit de l'adaptation au climat : financements et préparation au rabais - L'insuffisance des investissements et de la planification en matière d'adaptation au changement climatique expose le monde au danger

# Renforcer l'établissement de rapports sur le climat

En 2023, le PNUE a aidé 43 pays en développement à préparer leurs rapports biennaux sur la transparence, c'est-à-dire des documents qui évaluent dans quelle mesure les pays respectent leurs engagements en matière de climat. Ces rapports nationaux ont été soutenus par un financement de 32 millions de dollars des États-Unis du **Fonds pour l'environnement mondial (FEM)**, l'une des sommes les plus importantes que le fonds ait jamais fournies pour l'établissement de rapports sur le climat.

Le PNUE a aidé des dizaines de pays à consolider leurs rapports par d'autres moyens, notamment en développant des systèmes de gestion des données sur le climat. Par l'intermédiaire **du Centre pour le climat du PNUE à Copenhague**, le PNUE a mis en place six réseaux régionaux afin de fournir une formation et une aide technique sur l'établissement des rapports. Le processus d'établissement de rapports de transparence est considéré comme crucial pour l'Accord de Paris, car il permet d'éclairer l'élaboration des politiques et d'instaurer la confiance entre les nations.

Le **système révolutionnaire d'alerte et d'intervention pour le méthane** a permis de suivre les principales émissions de ce puissant gaz à effet de serre provenant des installations pétrolières et gazières. Cette initiative, la première du genre, développée par le PNUE et ses partenaires, utilise des données satellitaires, l'apprentissage automatique et d'autres techniques de pointe. En 2023, ce système a notifié aux entreprises et aux gouvernements la présence de plus de 120 panaches de méthane sur quatre continents, les incitant à prendre des mesures pour réduire les émissions.



# Atténuer les émissions de gaz à effet de serre


Le PNUE a conseillé le Brésil sur l'élaboration de normes d'efficacité énergétique pour les réfrigérateurs commerciaux, un effort qui vise à réduire les émissions de dioxyde de carbone de 11 millions de tonnes par an, soit l'équivalent de 15 % des émissions du secteur de l'électricité du pays. Parallèlement, le PNUE a aidé 10 villes de Colombie, du Costa Rica, d'Inde, du Kenya et de Türkiye à élaborer des plans visant à décarboniser leur secteur du bâtiment.

Cinq pays, l'Angola, le Kazakhstan, le Kenya, la Roumanie et le Turkménistan, ont rejoint le **Pacte mondial sur le méthane** en 2023, portant la participation totale à 155 pays. Le PNUE est l'un des principaux responsables de la mise en œuvre du pacte, qui a été mis en avant à la COP28 et qui vise à réduire les émissions mondiales de méthane de 30 % d'ici à 2030. Ce pacte est crucial pour lutter contre les changements climatiques à court terme et gagner du temps pour une décarbonisation complète.

L'initiative **Unis pour l'efficacité** dirigée par le PNUE a aidé plus de 80 pays à élaborer des normes d'efficacité énergétique pour l'éclairage, les équipements et les appareils. D'ici 2040, ces interventions pourraient permettre d'économiser environ 30 000 MW d'énergie, soit l'équivalent de 60 grandes centrales électriques.

En 2023, 11 autres parties ont ratifié l'Amendement de Kigali du **Protocole de Montréal**, qui appelle à la réduction progressive des hydrofluorocarbures (HFC). La réduction de l'utilisation de ces puissants gaz à effet de serre pourrait éviter jusqu'à 0,5 °C de réchauffement d'ici le milieu du siècle. Le Fonds multilatéral du protocole a été reconstitué en octobre 2023 avec un montant record de 965 millions de dollars des États-Unis pour 2024-2026. Plus de 60 pays ont rejoint le **Cooling Pledge (Engagement pour l'accès au froid)**, organisé par la Cool Coalition (Coalition pour le froid) du PNUE. L'accord vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au secteur de la climatisation d'au moins 68 % à l'échelle mondiale d'ici à 2050.

Le PNUE et ses partenaires ont organisé la Semaine africaine du climat en marge du premier Sommet africain sur le climat, qui a réuni plus de 10 000 participants, dont 20 chefs d'État, à Nairobi, au Kenya. La réunion a démontré que l'Afrique peut être à l'origine de solutions à la crise climatique. « Nous visons à tisser une voix africaine unique et retentissante dont les résultats se feront sentir... à la COP28 et au-delà », a déclaré **le président kényan William Ruto**.




Des membres de la communauté cultivent de jeunes plants dans une pépinière au Cambodge soutenue par le PNUE. L'initiative vise à lutter contre les effets de la sécheresse et de l'érosion causés par les changements climatiques. Photo : PNUE

# Aider les communautés à s'adapter aux changements climatiques

Le PNUE a dirigé la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour la gestion des catastrophes liées au climat dans six pays : les Îles Cook, les Îles Marshall, Nioué, les Palaos, le Timor-Leste et Tuvalu. Certains de ces systèmes sont opérationnels, y compris un système de prévision basé sur le Web qui a averti les habitants des îles Cook d'inondations côtières lors d'une tempête en mai. Le PNUE met en œuvre des projets similaires dans 19 autres pays, dans le cadre d'une action plus large des Nations Unies visant à garantir que les systèmes d'alerte précoce protègent tout le monde sur Terre d'ici à 2027.

Le PNUE a également intensifié ses efforts pour aider les communautés à s'adapter aux changements climatiques à long terme, en soutenant près de 80 projets. Le PNUE a aidé le Panama et l'Ouganda à élaborer des plans nationaux d'adaptation, portant à 23 le nombre total de pays qu'il a soutenus dans le cadre de ces travaux.

Le **Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC)**, un organisme hébergé par le PNUE, a aidé les pays en développement à tirer parti de la technologie pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter. Ces interventions devraient bénéficier à 69 millions de personnes et empêcher l'émission de 21 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an, ce qui équivaut à retirer 4 millions de voitures de la circulation. Par exemple, le CRTC a aidé le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe à élaborer des normes minimales de performance énergétique pour les réfrigérateurs et les transformateurs.



Les agriculteurs Girukishaka Rodia et Philbert Ntacyiica, du Burundi, plantent de nouvelles cultures conçues pour protéger leurs champs de l'érosion, grâce au soutien d'un projet dirigé par le PNUE.  
Photo : PNUE/Lisa Murray

# Générer des financements privés pour les mesures relatives à la lutte contre le changement climatique

L'**Alliance Net-Zero Asset Owner** portée par l'ONU, un groupe d'investisseurs institutionnels engagés dans la décarbonisation de leurs portefeuilles, est passée à 87 membres en novembre 2023, contre 77 l'année précédente. Les émissions combinées de gaz à effet de serre des membres s'étant fixé des objectifs ont diminué de 3 % en 2022. Les membres de l'Alliance, qui ont 9,5 billions de dollars des États-Unis d'actifs sous gestion, avaient consacré plus de 380 milliards de dollars des États-Unis aux solutions climatiques jusqu'en 2022, dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

À la fin de l'année, plus de 320 prêteurs, représentant la moitié des actifs bancaires mondiaux, avaient adhéré aux **Principes pour une banque responsable**. Le cadre, administré par Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier (UNEP-FI), aide les banques à aligner leurs activités de base sur les accords environnementaux mondiaux. Quelque 71 % des signataires se sont engagés à atteindre des objectifs d'atténuation. Beaucoup d'entre eux financent également des entreprises qui offrent des solutions climatiques. Par exemple, un important prêteur a accordé un prêt de 1,2 milliard de dollars des États-Unis à un développeur d'énergie renouvelable indien qui a construit 900 mégawatts de capacité éolienne et 400 mégawatts de capacité solaire.

## Faire revivre les lacs, les cours d'eau et les aquifères

Le PNUE a contribué à protéger, restaurer et mieux gérer les écosystèmes d'eau douce, qui sont de plus en plus menacés par les changements climatiques. En mars, le PNUE et plusieurs partenaires ont lancé le **Freshwater Challenge**, qui vise à protéger 300 000 km de cours d'eau et 350 millions d'hectares de zones humides dans le monde. Quelque 43 pays se sont joints à l'effort, dont beaucoup lors de la **COP28**, ce qui constitue un résultat important du programme sur l'eau de la COP28. Le PNUE a également lancé un projet, financé par l'Initiative internationale pour le climat de l'Allemagne, pour aider à gérer durablement le bassin du fleuve Congo. Il s'agit de l'un des nombreux efforts menés par le PNUE dans la région, qui abrite plus de 75 millions de personnes. De plus, le PNUE a annoncé qu'il travaillerait avec **19 villes du monde entier** pour restaurer les écosystèmes urbains, principalement les cours d'eau, les canaux et les zones humides. Le PNUE a également soutenu le lancement par le Kenya de la **Commission des cours d'eau de Nairobi**, qui vise à rajeunir le bassin fluvial dont dépend la capitale. Enfin, le rapport du PNUE intitulé **Wastewater : Turning Problem to Solution (Eaux usées : transformer le problème en solution)** a révélé qu'avec les politiques adéquates, les eaux usées pourraient fournir une énergie alternative à 500 millions de personnes, alimenter 10 fois l'eau fournie par la capacité mondiale actuelle de dessalement et compenser plus de 10 % de l'utilisation mondiale d'engrais.



# En chiffres

# 42 %

le pourcentage dont les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites d'ici à 2030 afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C.




**Le rapport du PNUE montre que l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions ressemble plutôt à un canyon. Un canyon jonché de promesses brisées, de vies brisées et de records battus.**

Le Secrétaire général de l'ONU **António Guterres** sur le lancement du rapport du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions



# ACTION pour la nature

À l'heure où la nature et la biodiversité sont soumises à une pression énorme, le PNUE est le chef de file des efforts visant à protéger, restaurer et gérer durablement le monde naturel. Étant donné que la nature est la fondation des sociétés et des économies, ce travail soutient la sauvegarde de la vie sous l'eau (ODD14) et de la vie sur terre (ODD15), entre autres objectifs. De nombreux efforts du PNUE en 2023 se sont concentrés sur l'aide aux pays pour la mise en œuvre du **Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) de Kunming-Montréal**.



La nature étant soumise à une pression croissante, le PNUE aide les pays du monde entier à protéger et à restaurer leurs espaces sauvages.  
Photo : PNUE/Olle Nordell



# Gérer durablement le monde naturel

Avec le soutien du FEM, le PNUE dirige 24 projets dans 21 pays, du Chili au Sri Lanka, pour protéger et faire revivre une variété de paysages terrestres et marins. En 2023, ces travaux ont contribué à la gestion durable de plus de 560 000 hectares d'écosystèmes, une superficie à peu près de la taille de Trinité-et-Tobago. Il a également conduit à la création de 254 000 hectares d'aires protégées et à la conservation ou à la restauration de 110 000 hectares de forêts.

Dans le cadre du **programme ONU-REDD**, le PNUE a aidé 17 pays à conserver et à restaurer les forêts, qui sont des puits de carbone essentiels. Le programme a aidé les pays à devenir éligibles à un financement combiné de 1,5 milliard de dollars pour la conservation des forêts. Ces efforts devraient également réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus de 100 millions de tonnes d'ici à 2026.

La **Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes**, dirigée par le PNUE et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a présenté 10 efforts de restauration pionniers. Ces **projets phares de restauration** ont été mentionnés dans 1 500 articles de médias et ont généré 70 millions de vues sur les médias sociaux.

Les projets phares visent à restaurer, d'ici à 2030, plus de 60 millions d'hectares de terres et de mer dans le cadre d'un engagement des pays à restaurer 1 milliard d'hectares, une superficie plus grande que la Chine, d'ici à 2030.

Le PNUE a conseillé le Brésil au sujet de la législation, promulguée par le président Luis Inácio Lula da Silva, pour promouvoir une agriculture urbaine et périurbaine durable. La mesure devrait rendre les aliments sains plus accessibles et préserver la biodiversité. Il faisait partie d'un projet impliquant sept pays, qui s'est terminé en 2023, pour réduire l'impact environnemental de la production alimentaire.

Le PNUE a aidé les pays à protéger les écosystèmes, créant ainsi des refuges pour toute une série d'espèces, comme les tigres. Photo : Shutterstock



# Améliorer la gouvernance et la transparence en matière de protection de la nature

Le PNUE et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont aidé 138 pays à aligner leurs politiques, objectifs et cadres de suivi nationaux en matière de biodiversité sur le cadre mondial de la biodiversité. Il s'agit d'une étape essentielle au succès de l'accord.

En septembre, le PNUE et ses partenaires ont lancé le **Partenariat pour l'accélération des stratégies et des plans d'action nationaux en matière de biodiversité**, qui fournit un soutien technique pour accélérer la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité. Le PNUE a également formé des fonctionnaires de 50 pays à l'utilisation d'un **outil de communication de données**, ce qui aide à rationaliser les rapports aux conventions relatives à la biodiversité.

En juin, les États membres de l'ONU ont adopté **un accord** qui jette les bases de la conservation et de l'utilisation durable des deux tiers de l'océan au-delà de la juridiction nationale. Le PNUE a fourni des conseils d'experts lorsque les dirigeants ont négocié l'accord, ce qui est essentiel à la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité, en particulier son objectif de protéger 30 % des terres et des mers d'ici à 2030.

Pour marquer son 20<sup>e</sup> anniversaire, la **Convention des Carpates**, accueillie par le PNUE, a adopté un nouveau **cadre** pour protéger la biodiversité dans l'une des plus longues chaînes de montagnes d'Europe, reflétant les efforts régionaux pour mettre en œuvre le cadre mondial de la biodiversité.

Le PNUE a aidé des communautés du monde entier, y compris celles de régions montagneuses comme les Andes, à restaurer les paysages endommagés.  
Photo : PNUE/Todd Brown





# Prendre la biodiversité en compte

En 2023, le PNUE s'est concentré sur l'aide aux acteurs du secteur financier, y compris les banques et les assureurs, pour intégrer les considérations liées à la biodiversité dans leurs pratiques commerciales. Ceci est crucial afin de mobiliser les capitaux nécessaires pour tenir la promesse du cadre mondial de la biodiversité.

En septembre, **l'équipe spéciale des informations financières ayant trait à la nature** a publié un cadre décrivant comment les entreprises peuvent évaluer et divulguer les risques et les dépendances liés à la nature. L'UNEP-FI a cofondé le groupe de travail et testé une version bêta des normes avec 50 institutions financières de 25 pays. Le G7 et le G20 ont pris note officiellement du cadre, qui soutient l'objectif 15 du cadre mondial de la diversité appelant les entreprises à réduire leurs incidences négatives sur la biodiversité.

Le PNUE et d'autres organismes des Nations Unies ont soutenu la **feuille de route nationale pour l'économie bleue 2023-2045** du gouvernement indonésien. Lancée en juillet, elle explique la manière dont le pays peut développer durablement ses ressources marines pour la croissance économique. Le soutien du PNUE s'inscrit dans le cadre de l'Initiative à fort impact sur la nature, moteur de la transformation économique, qui fait partie d'un effort plus large des Nations Unies visant à stimuler les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable.

## Lutte contre la désertification

Tout au long de l'année 2023, le PNUE a aidé les États membres à lutter contre la désertification et d'autres formes de dégradation des terres, qui touchent plus de **3 milliards de personnes** et constituent l'un des principaux moteurs de l'appauvrissement de la biodiversité. Le PNUE a aidé les pays à mettre en œuvre leurs objectifs dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et, en partenariat avec d'autres organisations, a aidé les pays à accéder à des fonds pour relever le double défi de la désertification et de l'adaptation aux changements climatiques.

Un excellent exemple du travail du PNUE se trouve en Afrique, où l'organisation soutient la Grande Muraille verte, une bande d'arbres et d'arbustes de 8 000 km qui aide à contenir le désert du Sahara. Les projets soutenus par le PNUE dans 11 pays ont contribué à renforcer la coopération tout en évaluant l'ampleur de la dégradation des terres. Cela faisait partie d'un effort pluriannuel visant à fournir un soutien technique aux pays de la Grande Muraille verte et à concevoir et mettre en œuvre des projets pour récupérer des terres du désert.

De plus, le PNUE a fourni un soutien aux pays d'Asie occidentale confrontés aux tempêtes de sable, qui peuvent être une source de conflit et devraient devenir plus fréquentes à mesure que les changements climatiques et la désertification s'accroissent.

Enfin, la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, un partenariat entre le PNUE et la FAO, a mis en lumière l'importance de la restauration des prairies, de la vulgarisation de l'agriculture régénératrice et de l'amélioration de la qualité des sols, tous essentiels pour lutter contre la désertification.

En chiffres

# 138

C'est le nombre de pays que le PNUE et le PNUD soutiennent dans l'élaboration de stratégies nationales de sauvegarde de la biodiversité.



**Il nous reste seulement sept ans pour mettre en œuvre le [Cadre mondial pour la biodiversité], l'humanité doit agir maintenant. Et nous devons continuer à agir jusqu'à ce que la toile de notre vie soit sécurisée.**

**Inger Andersen**  
Directrice exécutive du PNUE








# ACTION contre la pollution

Le PNUE aide les pays à éliminer progressivement les produits chimiques dangereux, à limiter les plastiques à usage unique, à fermer les décharges à ciel ouvert, à améliorer la qualité de l'air et à créer des économies circulaires. La lutte contre la crise de la pollution et des déchets fait partie intégrante de la garantie d'une bonne santé et du bien-être (ODD3), de la fourniture d'eau potable et d'assainissement (ODD6), de la création de villes et de communautés durables (ODD11), de l'établissement de modes de consommation et de production durables (ODD12) et de la protection de la vie aquatique (ODD14).



Le PNUE a nommé le Conseil sud-africain pour la recherche scientifique et industrielle Champion de la Terre 2023, la plus haute distinction environnementale des Nations Unies. Les prix de l'année dernière se sont concentrés sur les groupes et les individus qui aident à lutter contre la crise de la pollution plastique. Photo : PNUE/Ihsaan Haffjee

# Freiner la pollution chimique et améliorer la santé humaine

En septembre, le monde a convenu du **Cadre mondial relatif aux produits chimiques**, un accord historique visant à protéger la population et l'environnement contre la pollution chimique, qui cause **environ 2 millions de décès** chaque année. L'accord comporte 28 objectifs, y compris un appel à l'action contre les pesticides hautement dangereux et une répression contre les produits chimiques illégaux. Le PNUE gèrera un fonds d'affectation spéciale dédié à l'appui du cadre. L'Allemagne s'est engagée à verser 20 millions d'euros au fonds. L'Espagne, la France, les Pays-bas et la Suisse y contribuent également.

Au début de 2023, le PNUE a publié le rapport **Se préparer aux superbactéries**. L'examen approfondi du rapport sur la façon dont la dégradation de l'environnement alimente l'augmentation de la résistance aux antimicrobiens a été couvert par les médias dans 70 pays. « Nous devons continuer à nous efforcer d'inverser le cours de cette crise en sensibilisant l'opinion publique et en inscrivant cette question d'importance mondiale à l'ordre du jour des nations du monde », a déclaré la Première ministre de la Barbade, Mia Amor Mottley, qui a lancé le rapport aux côtés de la Directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen.

## Lutte contre la pollution plastique

Le **Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique**, hébergé par le PNUE, a publié un avant-projet d'instrument mondial juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution plastique. Le projet, qui couvre le cycle de vie complet du plastique, a été examiné lors des discussions à Nairobi, au Kenya, à la fin de l'année, marquant une étape clé vers la finalisation de l'accord d'ici à la fin 2024.

Six nouveaux gouvernements ont signé **l'Engagement mondial pour une nouvelle économie des plastiques**, codirigé par le PNUE et la Fondation Ellen MacArthur. Ils rejoignent 55 pays et des centaines d'organisations qui ont collectivement réduit leur consommation annuelle de plastiques vierges de 3 millions de tonnes depuis 2018. C'est plus que l'utilisation annuelle d'emballages plastiques en France. Les gouvernements de la **Coalition de haute ambition pour mettre fin à la pollution plastique** se sont engagés à mettre fin à la pollution plastique d'ici à 2040.

La collaboration du PNUE avec la **Commission du Mékong** a conduit à la création des premières **règles transfrontalières au monde pour le suivi de la pollution plastique fluviale** pour le Bas-Mékong. On estime que 80 % des près de 65 millions de personnes vivant dans le bassin inférieur du Mékong dépendent du fleuve et de ses ressources naturelles pour leur subsistance.

Dans les Caraïbes, le PNUE a dirigé un projet régional visant à empêcher les filets de pêche et les pièges en plastique d'être emportés pendant les tempêtes. Cet effort, un partenariat avec le Gulf and Caribbean Fisheries Institute et la Global Ghost Gear Initiative, a couvert neuf pays. Il comprenait des campagnes de sensibilisation auprès des pêcheurs et une cartographie des points chauds de pollution basée sur l'IA.

Le PNUE a utilisé ses outils de sensibilisation influents pour attirer l'attention sur les solutions à la pollution plastique, le thème de la **Journée mondiale de l'environnement**, le 5 juin. La journée mondiale de l'environnement, généreusement accueillie par la Côte d'Ivoire, a été le hashtag le plus populaire sur X (anciennement connu sous le nom de Twitter). Le contenu connexe a été vu plus de 300 millions de fois sur les médias sociaux. Plusieurs gouvernements ont également pris des engagements lors de cette journée, la Côte d'Ivoire dévoilant un nouveau code environnemental pour lutter contre la pollution plastique. Les **Champions de la Terre**, la plus haute distinction environnementale des Nations Unies, ont présenté des individus et des groupes réinventant la relation de l'humanité avec le plastique. Les prix ont presque doublé leur portée sur les médias sociaux par rapport à 2022.



# Lutte contre la pollution atmosphérique

Le PNUE a intensifié ses efforts pour lutter contre la pollution atmosphérique, qui tue **6,7 millions** de personnes par an et impose des coûts de santé équivalents à plus de 6 % du produit intérieur brut mondial.

L'organisation a aidé le Kazakhstan et le Kirghizistan, dont certaines villes sont parmi les plus polluées d'Asie centrale pendant la saison de chauffage hivernal, à **élaborer** des feuilles de route pour établir des indices modernes de la qualité de l'air. Les pays d'Asie occidentale, avec le soutien du PNUE et de l'Organisation mondiale de la santé, ont convenu d'établir un réseau régional pour améliorer la qualité de l'air dans le cadre de la première collaboration de ce type dans la région.

**La Coalition pour le climat et la qualité de l'air** dirigée par le PNUE a aidé 50 pays, dont le Cambodge, le Kenya, le Pakistan, le Nigéria et la Thaïlande, à faire progresser les plans nationaux visant à réduire les polluants à courte durée de vie, comme le méthane et les hydrofluorocarbures, qui contribuent aux changements climatiques et à la pollution atmosphérique.

Enfin, la **Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus**, dirigée par le PNUE, s'est concentrée sur la manière dont les pays peuvent lutter contre la pollution atmosphérique. Plusieurs célébrités se sont jointes à l'appel pour un air plus pur, l'**ambassadrice de bonne volonté du PNUE, Dia Mirza**, ayant déclaré : « Respirer ne devrait jamais être dangereux. »





Des travailleurs du Zhejiang, en Chine, ramassent des débris de plastique, dans le cadre d'un effort de l'organisation Blue Circle pour lutter contre la pollution plastique marine. Le PNUE a nommé Blue Circle Champion de la Terre 2023. Photo : PNUE

# Élimination des déchets

Tout au long de l'année 2023, le PNUE a aidé les pays à réduire leurs déchets. Le **rapport *Circularity Gap*** a révélé que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pourraient réduire de 30 % leur utilisation de matériaux et leur empreinte carbone en mettant en œuvre des stratégies d'économie circulaire. Les ***Perspectives sur les déchets électriques et électroniques de 2050 en Asie occidentale*** ont révélé que le recyclage des produits électroniques dans la région pourrait permettre de récupérer 130 tonnes d'or, 17 millions de tonnes de fer et d'acier et 5 000 tonnes de métaux des terres rares d'ici à 2050. Le rapport a été publié lors de la première **Journée internationale du zéro déchet**, dirigée par le PNUE et ONU-Habitat avec le soutien de la Türkiye.

Le PNUE, avec le soutien du FEM, a dirigé des projets dans le monde entier pour se débarrasser de déchets dangereux, ce qui a permis d'éliminer correctement 216 tonnes de déchets électroniques au Nigéria, 32 tonnes de dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT) en Éthiopie et 211 tonnes de polychlorobiphényles (PCB) au Cameroun.

Le PNUE a aidé les hôtels de luxe au Qatar, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis à réduire leurs déchets alimentaires de 65 % pendant le mois sacré du Ramadan. Cet effort faisait partie de **Recipe for Change (La recette du changement)**, une campagne régionale visant à réduire le gaspillage alimentaire.



# Rassembler les pays

La **Convention de Minamata sur le mercure**, hébergée par le PNUE, a célébré le 10<sup>e</sup> anniversaire de son adoption. Les délégués de 147 pays ont fixé de nouvelles dates pour éliminer les produits contenant du mercure ajouté, y compris les lampes fluorescentes et les cosmétiques, lors de la cinquième Conférence des Parties. Ils sont également parvenus à un accord sur un seuil pour les déchets de mercure.

En outre, le PNUE a aidé 33 pays à élaborer des plans d'action nationaux pour réduire la pollution au mercure provenant des petites mines d'or, une source majeure de ce produit chimique toxique. Grâce à l'effort financé par le FEM, 26 pays ont soumis des plans à la convention de Minamata. Le programme PlanetGold, qui vise à améliorer les pratiques de production et les conditions de travail dans les petites mines, s'est étendu à 24 pays. Dans le cadre de cette initiative dirigée par le PNUE et financée par le FEM, les mines certifiées ont vendu pour 42 millions de dollars d'or.

Le PNUE s'est appuyé sur une résolution de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement en convoquant à deux reprises un groupe de travail qui élabore des propositions pour un groupe scientifique et politique sur les produits chimiques, les déchets et la prévention de la pollution. Le groupe, dont la création est prévue au cours de l'année 2024, aidera les gouvernements à prendre des décisions éclairées sur la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets.

Les Conférences des Parties aux conventions de **Bâle, de Rotterdam et de Stockholm** hébergées par le PNUE ont adopté 54 autres décisions pour réduire les déchets dangereux, éliminer les polluants organiques persistants et contrôler le commerce des produits chimiques et des déchets toxiques. La convention de Stockholm a énuméré trois nouveaux polluants organiques persistants à éliminer, dont deux sont des additifs plastiques. La Convention de Bâle a adopté des directives techniques sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques.

## En chiffres

# 300 millions

de personnes ont vu le contenu de la Journée mondiale de l'environnement sur les médias sociaux en 2023. La journée a été accueillie par la Côte d'Ivoire.



**Tout le monde sur cette planète devrait pouvoir vivre et travailler sans craindre de tomber malade ou de mourir d'une exposition aux produits chimiques. Ce cadre fournit une vision pour une planète exempte de dommages causés par les produits chimiques et les déchets, pour un avenir sûr, sain et durable.**

**Inger Andersen**, Directrice exécutive du PNUE au sujet d'un nouvel accord mondial pour limiter la pollution chimique.



# Réduire les inégalités entre les sexes

Le PNUE a continué à promouvoir l'objectif de développement durable 5 sur l'égalité des sexes et à donner aux femmes et aux filles les moyens de jouer un rôle de premier plan dans la conservation et la restauration, en élaborant sa deuxième politique et stratégie en matière de genre. Les premiers résultats indiquent qu'environ 90 % des projets conçus au cours du premier semestre de 2023 ont bien intégré le genre sur la base d'une mesure globale utilisée par les Nations Unies. Le PNUE a lancé la deuxième phase du projet **EmPower**, qui aide les femmes du Bangladesh, du Cambodge et du Viet Nam à acheter des équipements d'énergie renouvelable à petite échelle, comme des pompes à eau à énergie solaire. Quelque 100 000 femmes devraient bénéficier de cette initiative. Le PNUE a également joué un rôle crucial au Kenya en dispensant une formation aux femmes engagées dans des pratiques de pêche durables, en augmentant leurs revenus et en contribuant à la conservation des ressources marines en voie d'épuisement. En outre, au Rwanda, au Togo et en Ouganda, le PNUE et ses partenaires ont lancé un programme accordant des subventions aux start-ups de la mobilité électrique en mettant l'accent sur la création d'emplois pour les femmes.

Le PNUE s'emploie activement à combler le fossé entre les hommes et les femmes, en particulier dans le domaine de la conservation et de la durabilité de l'environnement.  
Photo : Unsplash/Ashwini Chaudhary






# Tirer parti de la technologie pour un monde plus durable

Le PNUE a continué à exploiter la puissance des solutions technologiques pour faire progresser les objectifs environnementaux. En partenariat avec le Collège du personnel des Nations Unies, la Coalition pour la durabilité environnementale numérique et la GIZ (Agence allemande de coopération internationale), le PNUE a lancé une initiative d'apprentissage en ligne, **Digital4Sustainability**. Dotée d'un nouveau module sur le climat, la plateforme a attiré plus de 12 000 participants des gouvernements, du secteur privé, de la société civile et des organisations internationales. L'initiative « Digitalization 4 Circular Economy » du Secrétariat du **10YFP** dirigée par le PNUE a aidé les organisations des secteurs public et privé à exploiter les technologies numériques. Dans le même temps, le PNUE et ses partenaires ont publié **Rethinking, Extending, Re-using : Harnessing Digital Technologies for a Circular Economy**, qui montre comment les passeports de produits numériques peuvent contribuer à l'approche du cycle de vie des matériaux.

## Soutenir les États et les communautés touchés par les conflits et les catastrophes

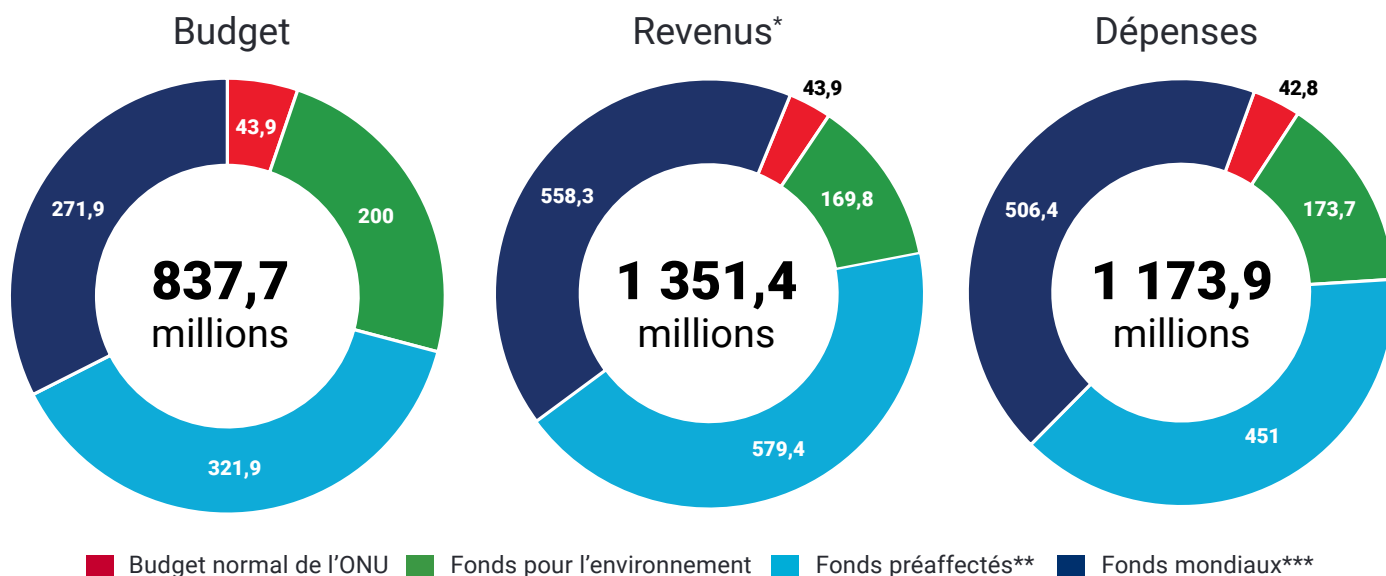
Alors que les conflits s'intensifiaient dans le monde entier, le PNUE a trouvé de nouveaux moyens d'aider les communautés à gérer les ressources naturelles et à limiter les retombées environnementales. Par le biais du système des coordonnateurs résidents des Nations Unies, le PNUE a fourni des conseils scientifiques au niveau des pays. L'organisation a soutenu la mission des Nations Unies en Somalie, où les changements climatiques enflamment des conflits de longue date. En Asie occidentale, le PNUE a montré comment les communautés peuvent s'adapter aux conditions météorologiques extrêmes, notamment la sécheresse. Le PNUE utilise de plus en plus la télédétection et les données satellitaires pour comprendre la dégradation de l'environnement liée aux conflits et formuler des recommandations politiques. Ces observations ont joué un rôle dans l'évaluation environnementale rapide de la brèche du barrage de Kakhovka en Ukraine en juin. Le PNUE a également aidé les équipes de pays des Nations Unies en Syrie et en Turquie à mesurer et à gérer d'énormes volumes de débris générés par un séisme de magnitude 7,8 en février.



Deux femmes sur une route en Afghanistan. Le PNUE a innové dans son soutien aux États touchés par les conflits, offrant des conseils et une assistance scientifiques en matière de gestion des ressources naturelles pour atténuer l'impact des affrontements sur l'environnement. Photo : PNUE/Igor Riabchuk

# Financement

Situation financière de l'année 2023 au 31 décembre 2023 (en millions de dollars des États-Unis)



\* Les chiffres des recettes sont provisoires et sujets à l'achèvement et à la clôture des comptes financiers annuels du PNUÉ.

\*\*Les fonds préaffectés comprennent les fonds thématiques et d'autres fonds affectés en douceur.

\*\*\* Les fonds mondiaux représentent : Fonds pour l'environnement mondial et Fonds vert pour le climat.

## Les 15 principaux contributeurs aux fonds préaffectés en 2023

(en millions de dollars des États-Unis)\*

Allemagne	66,6
Agences des Nations unies	36,0
Union européenne/Commission européenne	28,2
Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier**	26,7
Fondations / ONG	24,7
Canada	11,4
Japon	11,4
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	10,8
États-Unis d'Amérique	8,5
Suède	7,7
Norvège	5,0
Finlande	4,1
Belgique	3,8
Autriche	3,5
France	2,8

## Les 15 principaux contributeurs au Fonds pour l'environnement en 2023

(en millions de dollars des États-Unis)

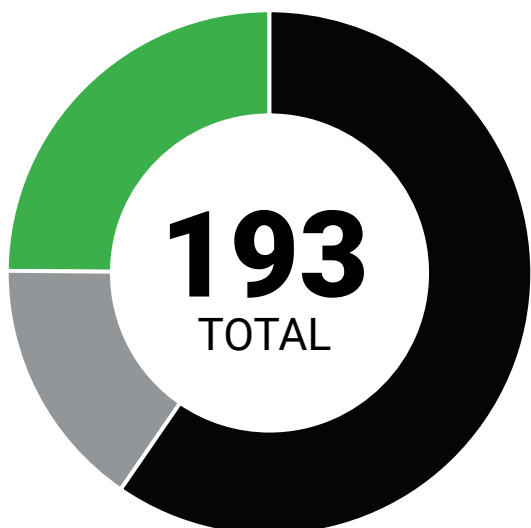
Norvège	12,3
Pays-Bas	10,2
Allemagne	8,1
États-Unis d'Amérique	7,6
France	7,6
Danemark	7,2
Suède	5,1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,5
Belgique	4,2
Suisse	4,0
Canada	2,8
Italie	2,6
Finlande	2,3
Espagne	1,6
Japon	1,5

\*Comprend les contributions doucement affectées de la Belgique, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède.

\*\*Partenariat entre le PNUÉ et le secteur financier mondial pour mobiliser le financement du secteur privé en faveur du développement durable.



## Contributeurs au Fonds pour l'environnement en 2023 par catégorie (nombre d'États membres)



**48** Contributeurs à part entière\*

**32** Autres contributeurs

**113** Non-contributeurs

\*Part intégrale du budget du Fonds pour l'environnement, conformément à l'accord volontaire. Barème indicatif des contributions, établi par les États membres.

### Contributeurs à part entière

Albanie	Malte
Arménie	Maurice
Barbade	Micronésie (Fédérée États de)
Belgique	Monaco
Bosnie-Herzégovine	Monténégro
Bulgarie	Maroc
Canada	Pays-Bas (Royaume des)
Chypre	Nouvelle-Zélande
Danemark	Norvège
République dominicaine	Panama
Érythrée	Pérou
Fidji	Sainte-Lucie
France	Serbie
Géorgie	Seychelles
Guinée	Slovénie
Guyane	Sri Lanka
Irlande	Suède
Islande	Suisse
Jamaïque	Tadjikistan
Jordanie	République unie de Tanzanie
Kenya	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Lettonie	
Liechtenstein	
Lituanie	
Luxembourg	
Maldives	

### Autres contributeurs

Afrique du Sud	Irak
Allemagne	Italie
Andorre	Japon
Australie	Kazakhstan
Autriche	Koweït
Chili	Malaisie
Chine	Mexique
Costa Rica	Paraguay
Croatie	Philippines
Espagne	Portugal
États-Unis d'Amérique	République de Corée
Finlande	République islamique d'Iran
Honduras	Singapour
Hongrie	Slovaquie
Inde	Thaïlande
Indonésie	Trinité-et-Tobago

**Le PNUE souhaite remercier les États membres et les autres partenaires financiers pour leurs contributions en 2023. Ce soutien financier est crucial pour aider le PNUE à remplir son mandat qui consiste à lutter contre la triple crise planétaire et à assurer la création d'un avenir plus durable pour toutes et tous.**

**Cette publication est soutenue par le Fonds pour l'environnement - le fonds financier central du PNUE.** Le Fonds est utilisé pour fournir des preuves scientifiques sur l'état de l'environnement mondial, identifier les problèmes environnementaux émergents et les solutions innovantes, sensibiliser et plaider, rassembler les parties prenantes pour convenir d'actions et renforcer les capacités des partenaires. Le financement central donne au PNUE la force et la flexibilité nécessaires pour mettre en œuvre le programme de travail (à l'appui du Programme 2030) tel qu'approuvé par ses États membres, et pour répondre stratégiquement aux défis émergents. Le PNUE est reconnaissant à tous les États membres qui contribuent au Fonds pour l'environnement.

**Pour plus d'informations : [unep.org/environnement-fund](https://unep.org/environnement-fund)**



Pour plus d'informations :  
[unep-communication-director@un.org](mailto:unep-communication-director@un.org)  
United Nations Avenue, Gigiri  
P.O. Box 30552 00100  
Nairobi, Kenya

**[unep.org](https://unep.org)**